

Conseil d'administration du 7 novembre.
Motion des personnel·les d'enseignement et d'éducation.
JOURS DE CARENCE & «ABSENTÉISME»

En opposant le secteur privé au secteur public afin d'augmenter de deux jours le nombre de jours de carence imputables aux fonctionnaires et de réduire à 90% le remboursement des arrêts pour un congé maladie ordinaire, le Ministre de la Fonction Publique, Guillaume Kasbarian, a particulièrement choqué les personnel·les. Les chiffres globaux qu'il a évoqués sont peu significatifs au regard de la structuration sociale des agent·es du service public (plus âgé·es, plus féminin·es...) et de leurs conditions de travail dégradées, et stigmatisent les personnel·les au lieu de les soutenir et de répondre à leurs revendications légitimes. Comment un Ministre de la Fonction Publique ose-t-il faire cela ?

Les personnel·les sont aussi très choqué·es par le terme d'«absentéisme» employé par le Ministre et repris à l'envi par les médias. Les personnel·es absent·es pour maladie sont malades : remettre en question ce droit au congé maladie par une sanction financière serait une grave atteinte à leurs conditions de vie, qui frapperait plus particulièrement les personnes handicapées, les femmes et les personnes plus âgées. Une telle réforme renforcerait les inégalités. Contrairement à 60% du Privé, les Fonctionnaires perdent déjà totalement un jour de carence. Aucune mutuelle ne vient combler cette perte de traitement. Une telle réforme renforcerait aussi la perte de pouvoir d'achat qu'ils et elles subissent déjà depuis trop d'années. Une telle réforme affecterait encore davantage le manque d'attractivité des métiers de l'Education et renforcerait les difficultés à recruter dans ce secteur et assurer les remplacements, et ce au détriment de l'intérêt général.

Nous nous opposons donc fermement à un tel projet inégalitaire et inefficace. De plus, nous demandons la suppression du jour de carence actuellement subi par les personnel·les de la Fonction Publique.